

## **Déclaration d'Acteurs français de l'économie solidaire**

5 *De Lima à Québec : des mutations profondes,  
une mobilisation à confirmer, une nouvelle étape à franchir.*

### 10 **Lima 1997, des constats et des engagements...**

Le premier symposium international "Globalisation de la Solidarité" du 1<sup>er</sup> au 4 juillet 1997 a marqué, pour les 200 représentants d'organisations populaires, de groupes d'appui, de coalitions et de réseaux de développement local présents, venant de 32 pays, un temps de reconnaissance mutuelle et de convergence.

15 Ils se sont reconnus comme vivants "...sous un modèle hégémonique de développement qui, au Sud comme au Nord, produit destruction, pauvreté, exclusion sociale et politique, chômage, etc. Ce modèle ne reconnaît pas comme légitimes les activités humaines indispensables à la vie en société et menace l'avenir de la planète..."

20 Ils se sont engagés "...dans un processus de construction d'une Economie Solidaire qui remet en question la conception selon laquelle les besoins humains pourraient être satisfaits par le seul marché et ses prétendues "lois naturelles"...En affirmant que "...la solidarité en économie implique un projet économique, politique et social, porteur d'une nouvelle façon de faire de la politique, sur la base du consensus et des actions citoyennes..."

25 La déclaration finale de Lima a :

- Précisé les "*différents leviers qu'offre la solidarité dans l'économie*",
- Indiqué les "*conditions essentielles pour la consolidation d'un projet d'Economie Solidaire*",
- Engagé ses signataires à "*construire des réseaux de développement solidaire, à échanger pratiques et réflexions, à faire connaître les conclusions de la rencontre*".

30

Les dramatiques événements, du 11 septembre dernier, montrent la pertinence de réflexions quant aux dangers d'une économie qui autorise l'enrichissement d'un petit nombre, au

détriment des autres, qui peuvent ensuite fournir un terreau très fertile pour les extrémismes fanatiques. L'économie solidaire, parce qu'elle est au service de l'homme et non l'inverse, peut contribuer à garantir à long terme des relations équilibrées entre les peuples, gages d'une paix durable.

5

### **Depuis Lima, un mouvement d'ensemble...**

De retour chez eux, les plates-formes et regroupements nationaux se sont, d'abord, attachés à s'enraciner localement : le Groupe d'Economie Solidaire du Québec, le Grupo Red de Economía Solidaria del Perú et l'Inter Réseaux français d'Economie Solidaire se sont ainsi consolidés et inscrits dans le contexte propre à chaque pays. Si les contacts n'ont jamais cessé entre eux, ils n'ont pas - jusqu'à récemment - eu pour ambition la construction d'un réseau mondial d'Economie Solidaire. C'est d'ailleurs, le plus récent, réseau de socio-économie solidaire brésilien, qui, lors du 1<sup>er</sup> Forum Social Mondial de Porto Alegre, a remis cet enjeu à l'ordre du jour.

15 En France, l'Inter Réseaux de l'Economie Solidaire, tout juste constitué à la suite d'un appel lancé dans le journal *Le Monde* du 18 juin 1997<sup>1</sup>, par des réseaux du développement local, des organismes d'appui et des chercheurs, avait envoyé 8 représentants à Lima. L'obligation qu'ils se sont faite, à leur retour, de diffuser la déclaration de Lima, a d'emblée placé la construction de l'Inter Réseaux dans le contexte d'une mondialisation néo-libérale nécessitant, en écho, la recherche de solutions alliant Nord et Sud. Ainsi, dès le départ, plusieurs organisations de solidarité internationale ont rejoint l'Inter Réseaux et ont contribué à y maintenir et y renforcer cette préoccupation.

### **25 Les enjeux de la Seconde rencontre Globalisation de la solidarité**

Les constats formulés à Lima sur les dégâts de la mondialisation néo-libérale sont toujours d'actualité. La recherche de la croissance du PIB met en péril les équilibres écologiques sans parvenir à réduire les inégalités Nord-Sud et la pauvreté (y compris au Nord). L'économie de marché qui continue à être présentée comme l'unique modèle pour produire et distribuer de la richesse conduit à une marchandisation croissante de la vie sociale qui fait peser des menaces inédites sur le devenir des sociétés contemporaines. L'emprise des marchés financiers dans le

---

1 " Appel en faveur de l'ouverture d'un espace pour l'économie solidaire " consultable sur [www.inter-reseaux-economie-solidaire.org](http://www.inter-reseaux-economie-solidaire.org)

fonctionnement des économies fait plus que jamais de l'argent le symbole exclusif de la réussite sociale et de, la société de capitaux, la seule organisation économique légitime.

5 L'Union Européenne, malgré la force des modèles sociaux nationaux, n'échappe pas non plus aux critiques tant est lente la mise en place d'une Europe politique et sociale : l'espace économique européen reste largement conçu comme un grand marché de libre concurrence entre entreprises capitalistes où les activités d'économie solidaire pas plus que les services publics n'ont leur place, lorsqu'ils ne sont perçus par les autorités que comme des freins à la libéralisation des échanges.

10 Pourtant depuis quelques années, faisant suite au renforcement du mouvement social constaté depuis dix ans, en particulier autour de la défense des droits fondamentaux, une société civile internationale a commencé d'émerger, dans le champ économique : faisant échec, en 1997, à l'Accord Multilatéral sur l'Investissement - que l'OCDE avait commencé de négocier "en douce" dès 1995 -, proposant une taxation des transactions financières (création d'ATTAC en 1998), contestant ouvertement l'Organisation Mondiale du Commerce (Seattle 1999). Depuis, elle est présente lors de 15 chacun des sommets de l'OMC, du G8 ou même de Davos pour faire valoir cette aspiration des peuples à peser sur les décisions économiques qui affectent la totalité du globe (Prague, Nice, Stockholm, Gênes...). Elle a aussi su se rassembler - en toute indépendance -, pour la première fois, lors du Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2001 pour affirmer "qu'un autre monde est possible".

20 Dans ce contexte, les initiatives d'économie solidaire qui se multiplient en France comme en Europe depuis 20 ans participent aussi à l'émergence de contre tendances. Finances solidaires, commerce équitable, services de proximité, agriculture durable, gestion urbaine par les habitants, restaurants interculturels, systèmes d'échanges locaux...sont autant de tentatives concrètes de répondre collectivement à de nouveaux besoins sociaux tout en cherchant à faire de l'économie 25 autrement.

30 En France, pour les acteurs de l'Economie Solidaire, il s'est agi de mettre en avant d'autres expériences qui associent à la création d'emplois, le renforcement du lien social et des pratiques démocratiques renouvelées, plus vivantes et interactives, susceptibles de mobiliser nos concitoyens puisque recherchant leur expression et leur participation.

35 Depuis plus de vingt ans, des *locataires* s'organisent pour maintenir ou réhabiliter l'habitat de leurs cités, animer des territoires à fort risque de désertification, faire revivre le petit commerce (régies de quartier, restaurants multiculturels, jardins communautaires...) en partenariat avec des organismes HLM et des collectivités locales. Des *jeunes* décident de monter et de faire vivre des lieux artistiques (studios de répétition, cafés musique...). Des *chômeurs* se mobilisent pour faire valoir leur droit et créer ensemble des emplois, des salariés se regroupent pour sauver leurs entreprises et faire vivre des tissus locaux de PME. Des

5 *familles* collaborent avec des aides à domicile pour permettre à un parent âgé de continuer à  
vivre chez lui malgré une perte d'autonomie. Des *parents* s'organisent pour créer et gérer, avec  
des professionnels, des lieux de garde d'enfants qui font défaut dans leur quartier. Des  
10 *habitants* des zones rurales veulent faire revivre leur territoire en mettant en place des unités  
d'activités multiservices. Des *consommateurs*, soucieux de la qualité et des conditions sociales  
et écologiques de production des produits qu'ils achètent, créent des filières et labels  
commerciaux appropriés (magasins biologiques...). Des *militants de la solidarité*  
15 *internationale* soutiennent des échanges commerciaux Nord-Sud placés sous le signe de la  
justice et en font un vecteur d'éducation au développement (commerce équitable). Des  
*épargnants* mutualisent une partie de leurs ressources en vue de l'orienter vers des activités  
socialement utiles et de financer des projets de chômeurs ou de petits entrepreneurs qui n'ont  
pas accès aux crédits bancaires classiques (épargne et crédit solidaires). Des *femmes* innovent  
pour la communauté et pour faire reconnaître leur apport spécifique au développement local  
(mutuelles de santé, jardins communautaires, services de proximité, ...). Des *travailleurs*  
20 *sociaux, des élus et des habitants* s'allient pour la revitalisation de territoires ruraux (mise en  
valeur du patrimoine, de l'environnement et développement de l'éco-tourisme). Des *artistes*,  
font vivre une démarche de culture de proximité en initiant des lieux alternatifs (théâtre de rue,  
arts du cirque, scènes musicales, ...). Des *citoyens* contribuent à de nouveaux liens sociaux  
grâce à des réseaux basés sur les échanges de biens et de savoirs ou de biens et de services  
(Systèmes d'échanges Locaux)...

25 **Ces activités ont en commun de se construire, en démarcation volontaire avec le  
modèle économique dominant : elles se situent en effet loin de la recherche du profit,  
privilégient avant tout des réponses de proximité qui solidarisent la construction  
économique à son environnement. Elles instituent de nouveaux modes de redistribution,  
centrés sur les besoins des hommes et des femmes, librement choisis et  
démocratiquement arbitrés.**

La dimension collective caractérise la rencontre d'acteurs venus d'horizons différents et une exigence  
de démocratie locale reposant sur la participation du plus grand nombre.

30 Pour autant, ces initiatives restent fragiles et leurs impacts limités tant qu'elles restent dans une  
stratégie d'adaptation à la globalisation libérale. **Si les acteurs de l'économie solidaire veulent bâtir  
une économie humaine et solidaire, cela suppose de sortir d'une stratégie de banalisation par le  
marché et d'instrumentalisation par les pouvoirs publics. Inventer un modèle de développement  
véritablement solidaire suppose de se démarquer à la fois du modèle néo-libéral où la création de  
35 nouveaux marchés est l'unique perspective pour l'économie solidaire et du modèle étatiste où son  
rôle est limité à la seule gestion de la pauvreté.**

L'économie solidaire s'inscrit plus largement dans un projet de démocratisation de l'économie à partir  
d'engagements qui mettent en avant : le fonctionnement démocratique au-delà des seuls statuts  
juridiques ; la nature de l'activité qui peut revêtir une dimension d'utilité sociale ; un modèle de  
40 développement socialement et écologiquement durable.

## Reconnaître et soutenir l'Economie solidaire comme un pôle de développement en France et en Europe

- La nomination, au sein du gouvernement français, en avril 2000, d'un Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire, a conduit les acteurs à préciser leurs attentes et les responsabilités respectives de la société civile et des pouvoirs publics. Elle a permis de poursuivre le chantier du rapprochement des acteurs de l'Economie Solidaire de ceux de l'Economie Sociale (associations, coopératives, mutuelles, fondations) entamé par les Consultations régionales de l'Economie Sociale et Solidaire. (1 semestre 2000)
- 10 Concrètement cela s'est traduit par l'organisation conjointe (IRES- Secrétariat d'Etat – acteurs de l'économie sociale) des Premières rencontres européennes des acteurs de l'économie sociale et de l'économie solidaire qui se sont tenues à Tours (23 et 24 novembre 2000) "Ensemble pour une économie plurielle".
- 15 Cette rencontre, si elle a dressé le constat des différences historiques entre économie sociale du nord ou du sud de l'Europe et de la grande variété des pratiques d'Economie Solidaire, a aussi permis d'affirmer des chantiers prioritaires :
- Le droit à l'initiative : les difficultés, en Europe, relèvent, pour beaucoup, de la complexité des systèmes existants, de la lenteur des administrations et d'un manque généralisé d'informations et de visibilité ; les acteurs souhaitent que le droit à l'initiative soit affirmé comme **un droit fondamental**, que soient soutenues les démarches d'éducation permanente à la **culture de projet** individuel ou collectif, et que soient mis en place des fonds territoriaux de soutien à l'initiative.
  - Comment passer des solidarités territoriales au développement local ? Les acteurs font état de rapports paradoxaux et/ou ambivalents avec les pouvoirs publics locaux - entre indifférence et instrumentalisation -, des logiques de financement inadaptées. Ils proposent des **regroupements territoriaux**, la **mobilisation** et la **formation** des fonctionnaires et des élus locaux, l'ouverture **d'espaces de négociation** avec les pouvoirs publics, et des financements adossés à des **contractualisations pluriannuelles**.
  - Quant aux méthodes et outils de valorisation des organisations d'économie sociale et solidaire : il faut en améliorer **l'image** quant à leur prétendu "manque d'efficacité", lutter contre la réputation de "consommateurs de subvention". De façon plus positive, faire reconnaître la **plus-value sociale** des projets, "co-construire" des critères et des indicateurs pour en évaluer **l'utilité sociale**.
- 20
- 25
- 30

- Celui des entreprises démocratiques et solidaires : au rang des difficultés, beaucoup constatent que le statut associatif est souvent utilisé par défaut ; par ailleurs il n'y a pas de cadre juridique adapté pour toutes les parties prenantes. Il est proposé la création d'un **label européen** qui garantit le projet et les conditions de sa mise en œuvre, et la création d'un statut **d'entreprise à finalité sociale**.
- On constate un manque de lien entre des activités locales et un environnement globalisé, ainsi que la faible crédibilité de nos réponses par rapport aux services standardisés déjà globalisés. A ce stade, il convient de favoriser une **mise en réseau** au niveau européen et la structuration des réseaux existants, de promouvoir une **Charte européenne** de l'économie sociale et solidaire, enfin de développer la **communication**, en particulier à travers l'utilisation des NTIC.
- Promouvoir le commerce équitable comme autre mode d'échange Sud-Nord. **Etendre la logique** du commerce équitable à d'autres échanges, s'en inspirer pour **questionner les règles** du commerce mondial, **informer** le grand public et généraliser les campagnes d'**éducation au développement**.

15

## **Consolider les réseaux de l'économie solidaire et renforcer les alliances Nord-Sud**

La capacité de l'économie solidaire à peser sur un modèle de développement alternatif au modèle néo-libéral dépend largement du renforcement de ses réseaux et des alliances stratégiques avec l'économie sociale et les mouvements de la société civile qui défendent qu'une autre mondialisation est possible. Cela passe par :

- *La structuration de réseaux locaux, nationaux et continentaux* qui doit se poursuivre de manière à renforcer la visibilité, la légitimité et les coopérations des acteurs de l'économie solidaire.
- La perspective d'une *alliance entre économie solidaire et économie sociale au niveau international*. Il existe des différences entre économie sociale et économie solidaire qu'il ne s'agit pas de nier. Mais tant au niveau de l'invention d'une autre mondialisation libérale que de la mise en place d'une Europe sociale, les réseaux et acteurs n'ont-ils pas intérêt à agir ensemble ?
- *Une alliance avec les mouvements sociaux et la société civile en émergence*. La conjoncture se prête à un dialogue, en particulier avec les mouvements " anti-mondialisation libérale " qui se

25

30

posent la question du passage d'un discours uniquement critique à un discours articulant critique et propositions pour une autre mondialisation.

5 - *Une coopération économique et solidaire entre le Nord-Sud.* Sur la voie ouverte par le commerce équitable, l'économie sociale et solidaire ne doit-elle pas faire la preuve que l'on peut solidariser les échanges commerciaux et les coopérations économiques Nord-Sud, sans oublier les pays de l'Est.

10 Pour réaliser ces objectifs et franchir un nouveau palier après Lima, faut-il à l'issue de la rencontre de Québec créer une coordination internationale entre les réseaux Nord et Sud ? Il est sans doute indispensable d'avoir une instance qui facilite l'échange d'informations, les coopérations économiques et les prises de positions communes si l'on veut faire vivre les engagements que nous prendrons ensemble à Québec. D'ores et déjà, les messages de Québec pourraient être portés à Gand (où aura lieu en novembre un sommet social européen sur le développement durable) puis à Porto Alegre (en février 2001), lors du second Forum Social Mondial.

15

*Les acteurs français ayant participé à la rédaction de ce texte sont de nature différente : réseaux nationaux, fédérations, organismes d'appui, chercheurs, élus... qui agissent dans des domaines très diversifiés : développement local, services de proximité, commerce équitable, solidarité internationale, emploi, culture...*

20 Contact de la délégation française : [fraise@iresco.fr](mailto:fraise@iresco.fr) ou [civilites@infonie.fr](mailto:civilites@infonie.fr)